



Union Paneuropéenne Internationale

F-67000 STRASBOURG

E-Mail : international.paneurope@gmail.com

www.international-paneuropean-union.eu

L'Union Européenne face aux défis du XXI^e siècle Vers une Europe, puissance indépendante

La désastreuse chute de Kaboul, le 15 Août 2021, suivie par le tragique abandon du peuple Afghan au terrorisme d'Etat et à l'islamisme le plus radical, ont accentué le désengagement de l'OTAN des pays du Proche et du Moyen Orient. Ce nouvel abandon, décidé unilatéralement par les Etats-Unis en Afghanistan où, comme en Syrie, leurs promesses n'ont pas été tenues, a confirmé l'orientation géopolitique américaine qui s'est désormais tournée vers le Pacifique et l'Asie du Sud Est.

Il y a vingt ans, à New York, pour la première fois de leur histoire, les Etats-Unis avaient été attaqués sur leur sol et ils avaient immédiatement réagi à la hauteur de ce défi. Vingt ans après, l'Amérique se retire du champ de bataille, où elle s'était engagée avec la participation de ses partenaires.

Mais, ces défis n'ont pas disparu. L'Europe doit les affronter, car ils sont situés dans sa proximité ou dans son espace géographique.

Il s'agit, notamment, des problèmes posés par l'armement nucléaire de l'Iran, par les courants centrifuges en Irak, par les interventions iranienne et russe en Syrie, par les conflits dans le Caucase, par les questions Kurde et Israélo-Palestinienne, par l'effondrement du Liban, par une Turquie néo-Ottomane, par la déstabilisation de la Libye, par les rivalités entre les pays du Maghreb et par le terrorisme Islamiste.

A des degrés divers, ces problèmes nourrissent une migration anarchique qui se presse vers l'Europe.

Se manifestent aussi les menaces que la Russie n'a cessé de faire peser sur ses voisins occidentaux. Depuis vingt et un ans, elle est dirigée par un autocrate nostalgique de l'impérialisme stalinien. Et, l'Union Européenne n'a pu que constater l'occupation militaire de la Géorgie, puis de l'Ukraine, sans pouvoir en dissuader la Russie. Bien que son alliée, l'Arménie s'est retrouvée seule face à l'attaque du Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie. En Biélorussie, où le président se maintient au pouvoir depuis vingt-sept ans, au mépris de la démocratie et par une répression implacable de l'opposition, l'influence politique et militaire de la Russie s'est également réinstallée.

A aucun moment les forces de l'OTAN, qui étaient intervenues précédemment, à plusieurs reprises et hors de leur espace contractuel, n'ont envisagé de s'y opposer. Pourtant, ces invasions armées sont toutes situées dans le voisinage immédiat des Etats membres de l'alliance atlantique.

Qu'en serait-il, par exemple, si, à leur tour, des pays Baltes étaient menacés, et même occupés, par leur puissant voisin oriental ? Sommes-nous assurés que, dans ce cas, la solidarité militaire

atlantique serait immédiatement activée, sachant que son engagement dépend, non de manœuvres dissuasives épisodiques, mais de la seule décision du président américain ?

Face à ces menaces au voisinage de l'Europe, s'ajoutent d'autres défis, sous d'autres formes, venant de Chine.

En quelques décennies, cette dernière est passée du stade de « pays en développement » à celui de deuxième puissance économique mondiale. Dirigé par un parti communiste totalitaire qui s'appuie sur un volontarisme étatique, une population éduquée, laborieuse et disciplinée et sur un dumping commercial, social et environnemental, l'ancien empire du Milieu a envahi l'économie mondiale. La Chine est aussi devenue une puissance militaire et spatiale, qui domine ou contrôle des biens divers, indispensables à ses clients et consommateurs mondiaux, comme à nos besoins industriels et technologiques.

La prise de conscience tardive de la gravité de cette situation a entraîné des conséquences majeures pour les Américains, comme pour les Européens.

Pour les Etats-Unis, ces conséquences se sont traduites par un repli sur ses intérêts économiques fondamentaux, avec une nouvelle approche géopolitique et sa réorientation vers l'Asie et l'Océanie, où elle a aussi des alliés fidèles. Et cette rivalité compétitive des Etats-Unis avec la Chine va accentuer sa réorientation stratégique.

C'est pourquoi, les priorités des Etats-Unis ne sont plus situées dans l'Atlantique-Nord, l'Europe et le Moyen-Orient, comme elles le furent depuis 1945.

L'Europe s'y est-elle préparée ?

S'estimant protégé par l'OTAN d'attaques éventuelles, le grand marché européen ouvert, sans obstacle, au commerce intérieur et extérieur a pu s'installer au bénéfice de tous les Etats membres. Il s'est accompagné d'une multitude de règles et d'obligations strictement contrôlées par les institutions de l'Union Européenne. Si cette avancée fut conforme à de nombreux objectifs fixés il y a près d'un siècle par notre fondateur, Richard Coudenhove-Kalergi, elle est encore loin de correspondre à la vision prophétique qu'il avait d'une Europe puissance.

La Paneurope, c'est à dire toute l'Europe, a, ainsi, largement progressé. Nous sommes vingt sept à nous être rassemblés, désormais sans le Royaume Uni qui n'était pas envisagé dans le projet « Paneuropa ». En revanche, depuis huit ans, l'élargissement de l'Union Européenne est à l'arrêt, faute de volonté politique suffisante pour la poursuivre.

Pourtant, tous les pays européens candidats à l'adhésion, à la condition qu'ils respectent les libertés démocratiques, les mêmes droits fondamentaux et qu'ils partagent les valeurs de notre civilisation millénaire, sont appelés à rejoindre notre union et ses exigences de solidarité.

Désormais, dans ce nouveau contexte planétaire, qui les place dans l'incertitude de leur protection politique et territoriale, les européens sont contraints à se défendre, par eux-mêmes.

Il y a trente ans, les peuples d'Europe Centrale et Orientale avaient, en priorité, la volonté de reconquérir leurs libertés démocratiques et de reconstituer leurs souverainetés nationales qui avaient été démantelées à l'issue de la première et de la deuxième guerre mondiale. Si le divorce se fit à l'amiable entre la République tchèque et la Slovaquie, il fut conflictuel dans l'ex-Yougoslavie. C'est pourquoi, il nous faut comprendre, et même respecter, que ces peuples souhaitent préserver leurs identités nationales sur quelques sujets spécifiques qui les différencient des autres.

Le respect des identités nationales, comme des communautés minoritaires, est l'héritage des bouleversements qu'a connus l'histoire de l'Europe. Mais, aujourd'hui, face à la compétition des puissances, une Europe divisée en rivalités concurrentes n'aurait aucune chance de protéger sa civilisation, ses frontières, ses libertés démocratiques, la compétitivité de son économie, sa vie sociale et culturelle et son environnement.

Il revient, donc, aux Etats membres de l'Union Européenne d'en assurer l'indépendance. Peu importe si certains Etats, au regard de leur histoire et de leur culture, veulent garder une autonomie ou leur neutralité pour ne pas avoir à s'engager. Seule compte vraiment la volonté politique des Etats européens à se défendre face aux confrontations qui s'annoncent.

Cette défense exigera l'élaboration d'objectifs géopolitiques communs et un commandement européen placé, ou non, au sein de l'OTAN, à la condition qu'il ait toute liberté de décision et d'action. Cette défense européenne devra disposer de capacités militaires déléguées par les Etats participants, sous des formes conventionnelles et modernes, y compris par cyber attaques et dans l'espace.

Cette volonté politique de constituer une Europe puissance et d'en garantir l'indépendance, devra s'accompagner d'investissements collectifs dans l'innovation, la recherche, les biotechnologies, l'intelligence artificielle, l'autonomie énergétique non carbonée, la souveraineté numérique, sanitaire et alimentaire.

Respectueuse des contraintes fixées par l'Accord de Paris sur le climat, l'Union Européenne devra en exiger la réciprocité à tous ses partenaires commerciaux.

Evidemment, pour construire cette Europe nouvelle, nous aurons à renforcer la gouvernance de l'Union Européenne, selon les règles de la légitimité démocratique.

Dans le sillon tracé par Coudenhove-Kalergi, les européens ont réussi, en une révolution historique, à se construire une maison commune. Mais ses murs sont encore fragiles et ce serait une illusion de s'imaginer que les conflits du passé seraient définitivement révolus.

Nous, les Paneuropéens, militants de l'union, soyons les guides de l'indépendance d'une Europe européenne.

Munich, 25 Septembre 2021

Alain Terrenoire,
Président de l'Union Paneuropéenne Internationale



Internationale Paneuropa-Union

F-67000 STRASBOURG

E-Mail: international.paneurope@gmail.com

www.international-paneuropean-union.eu

Die Europäische Union vor den Herausforderungen des 21. Jahrhunderts In Richtung Europa als eine unabhängige Macht

Der katastrophale Fall Kabuls am 15. August 2021, gefolgt von der tragischen Hingabe des afghanischen Volkes gegenüber dem Staatsterrorismus und dem radikalsten Islamismus, verstärkte die Abkehr der NATO von den Ländern des Nahen und Mittleren Ostens. Diese erneute Aufgabe, die von den Vereinigten Staaten einseitig in Afghanistan beschlossen wurde, wo wie in Syrien ihre Versprechen nicht eingehalten wurden, bestätigte die amerikanische geopolitische Ausrichtung, die sich nun dem Pazifik und Südasien zuwendet.

Vor zwanzig Jahren wurden in New York zum ersten Mal in ihrer Geschichte die Vereinigten Staaten auf ihrem Boden angegriffen und sie reagierten sofort entsprechend dieser Herausforderung. Zwanzig Jahre später zieht sich Amerika vom Schlachtfeld zurück, auf dem es sich unter Beteiligung seiner Partner engagiert hatte.

Aber diese Herausforderungen sind nicht verschwunden. Europa muss sich ihnen stellen, weil sie sich in seiner Nähe oder in seinem geografischen Raum befinden.

Es handelt sich insbesondere um Probleme eröffnet durch nukleare Aufrüstung des Iran, durch zentrifugale Strömungen im Irak, durch iranische und russische Interventionen in Syrien, durch Konflikte im Kaukasus, durch kurdische und israelisch-palästinensische Fragen, durch Zusammenbruch des Libanon, durch neoosmanische Türkei, durch Destabilisierung Libyens, durch Rivalitäten zwischen den Maghreb-Staaten und durch islamistischen Terrorismus.

Diese Probleme befeuern in unterschiedlichem Maße eine anarchische Migration, die nach Europa eilt.

Ebenfalls offenbar sind die Bedrohungen, die Russland seinen westlichen Nachbarn immer wieder aussetzt. Einundzwanzig Jahre lang wird es von einem Autokraten geführt, der für den stalinistischen Imperialismus nostalgisch ist. Und die Europäische Union konnte nur die militärische Besetzung Georgiens und dann der Ukraine beobachten, ohne Russland davon abbringen zu können. Obwohl Armenien sein Verbündeter war, stand es angesichts des von der Türkei unterstützten Angriffs auf Berg-Karabach durch Aserbaidschan allein. Auch in Weißrussland, wo der Präsident 27 Jahre lang die Macht innehat, hat sich der politische und militärische Einfluss Russlands trotz der Demokratie und der unerbittlichen Unterdrückung der Opposition neu angesiedelt.

Die NATO-Streitkräfte, die zuvor wiederholt und außerhalb ihres vertraglichen Spielraums interveniert hatten, dachten zu keinem Zeitpunkt daran, sich dagegen zu wehren. Doch diese bewaffneten Invasionen befinden sich alle in unmittelbarer Nähe der Mitgliedsstaaten des Atlantischen Bündnisses.

Was würde zum Beispiel passieren, wenn die baltischen Länder wiederum von ihrem mächtigen östlichen Nachbarn bedroht und sogar besetzt würden? Sind wir sicher, dass in diesem Fall die atlantische Militärsolidarität sofort aktiviert würde, da ihr Engagement nicht von episodischen Abschreckungsmanövern, sondern von der alleinigen Entscheidung des amerikanischen Präsidenten abhängt?

Angesichts dieser Bedrohungen für Europas Nachbarschaft gibt es auch weitere Herausforderungen in anderer Form, die von China ausgehen.

Letzteres hat sich in wenigen Jahrzehnten vom „Entwicklungsland“ zur zweitgrößten Volkswirtschaft der Welt entwickelt. Angeführt von einer totalitären kommunistischen Partei, die sich auf staatliche Freiwilligkeit, eine gebildete, fleißige und disziplinierte Bevölkerung sowie auf Wirtschafts-, Sozial- und Umweltdumping stützt, ist das ehemalige Reich der Mitte in die Weltwirtschaft eingedrungen. China ist auch zu einer Militär- und Weltraummacht geworden, die verschiedene Güter beherrscht oder kontrolliert, die für ihre Kunden und globalen Verbraucher sowie für unsere industriellen und technologischen Bedürfnisse unerlässlich sind.

Die verspätete Erkenntnis des Ernstes dieser Situation hat für die Amerikaner wie für die Europäer schwerwiegende Folgen.

Für die Vereinigten Staaten haben diese Folgen zu einem Rückzug in ihre grundlegenden wirtschaftlichen Interessen geführt, mit einem neuen geopolitischen Ansatz und ihrer Neuausrichtung auf Asien und Ozeanien, wo sie auch feste Verbündete haben. Und diese Wettbewerbsrivalität zwischen den USA und China wird ihre strategische Neuausrichtung akzentuieren.

Daher liegen die Prioritäten der USA nicht mehr wie seit 1945 im Nordatlantik, in Europa und im Nahen Osten.

Hat sich Europa darauf vorbereitet?

Im Glauben, von der NATO vor möglichen Angriffen geschützt zu sein, konnte sich der große europäische Markt, der ungehindert für den Binnen- und Außenhandel geöffnet ist, zum Wohle aller Mitgliedsstaaten etablieren. Es wurde von einer Vielzahl von Regeln und Verpflichtungen begleitet, die von den Institutionen der Europäischen Union streng kontrolliert werden. Dieser Fortschritt entsprach zwar vielen der Ziele, die sich unser Gründer Richard Coudenhove-Kalergi vor fast einem Jahrhundert gesetzt hatte, aber er ist noch weit von seiner prophetischen Vision eines mächtigen Europas entfernt.

Paneuropa, also ganz Europa, hat damit große Fortschritte gemacht. 27 von uns sind zusammengekommen, jetzt ohne das Vereinigte Königreich, das im Projekt „Paneuropa“ nicht vorgesehen war. Andererseits steht die Erweiterung der Europäischen Union in den letzten acht Jahren mangels ausreichenden politischen Willens für eine Fortsetzung still.

Alle europäischen Länder, die sich um eine Mitgliedschaft bewerben, sind jedoch unter der Bedingung, dass sie die demokratischen Freiheiten, die gleichen Grundrechte respektieren und die Werte unserer tausendjährigen Zivilisation teilen, aufgerufen, sich unserer Union und ihren Solidaritätsforderungen anzuschließen.

In diesem neuen planetarischen Kontext, der sie in die Unsicherheit ihres politischen und territorialen Schutzes versetzt, sind die Europäer nun gezwungen, sich selbst zu verteidigen.

Vor dreißig Jahren hatten die Völker Mittel- und Osteuropas vorrangig den Willen, ihre demokratischen Freiheiten wiederzuerlangen und ihre am Ende des Ersten und Zweiten Weltkriegs zerstörten nationalen Souveränitäten wiederherzustellen. Während die Scheidung zwischen Tschechien und der Slowakei einvernehmlich verlief, war sie im ehemaligen Jugoslawien umstritten.

Aus diesem Grund müssen wir verstehen und sogar respektieren, dass diese Völker ihre nationale Identität in bestimmten Bereichen bewahren möchten, die sie von anderen unterscheiden.

Die Achtung nationaler Identitäten wie Minderheitengemeinschaften ist das Erbe von Umbrüchen in der europäischen Geschichte. Aber heute, im Wettbewerb der Mächte, hätte ein in konkurrierende Rivalitäten gespaltenes Europa keine Chance, seine Zivilisation, seine Grenzen, seine demokratischen Freiheiten, die Wettbewerbsfähigkeit seiner Wirtschaft, seines sozialen und kulturellen Lebens und seiner Umwelt zu schützen.

Es obliegt daher den Mitgliedstaaten der Europäischen Union, ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten. Dabei spielt es keine Rolle, ob bestimmte Staaten angesichts ihrer Geschichte und ihrer Kultur Autonomie oder Neutralität wahren wollen, um sich nicht verpflichten zu müssen. Entscheidend ist nur der politische Wille der europäischen Staaten, sich angesichts der bevorstehenden Konfrontationen zu verteidigen.

Diese Verteidigung erfordert die Entwicklung gemeinsamer geopolitischer Ziele und eines europäischen Kommandos, das innerhalb der NATO angeordnet ist oder nicht, vorausgesetzt, dass es völlige Entscheidungs- und Handlungsfreiheit hat. Diese europäische Verteidigung muss über von den Teilnehmerstaaten delegierte militärische Fähigkeiten in konventioneller und moderner Form, auch durch Cyberangriffe und im Weltraum, verfügen.

Dieser politische Wille, ein starkes Europa zu bilden und seine Unabhängigkeit zu garantieren, muss von kollektiven Investitionen in Innovation, Forschung, Biotechnologie, künstliche Intelligenz, kohlenstofffreie Energieautonomie, Souveränität, Digitales, Gesundheit und Ernährung begleitet werden.

Unter Beachtung der Auflagen des Pariser Klimaabkommens wird die Europäische Union von allen ihren Handelspartnern Gegenseitigkeit fordern müssen.

Um dieses neue Europa aufzubauen, müssen wir natürlich die Leitung der Europäischen Union nach den Regeln der demokratischen Legitimität stärken.

Auf dem von Coudenhove-Kalergi eingeschlagenen Weg ist es den Europäern in einer historischen Revolution gelungen, ein gemeinsames Haus zu bauen. Aber seine Mauern sind noch fragil und es wäre eine Illusion, sich vorzustellen, dass die Konflikte der Vergangenheit endgültig vorbei sind.

Wir Paneuropäer, Verfechter der Union, sind die Führer der Unabhängigkeit eines europäischen Europas.

München, 25. September 2021

Alain Terrenoire
Präsident der Internationalen Paneuropa-Union



International Paneuropean Union

F-67000 STRASBOURG

E-Mail: international.paneurope@gmail.com

www.international-paneuropean-union.eu

The European Union facing the challenges of the 21st century Towards Europe as an independent power

The disastrous fall of Kabul on 15 August 2021, followed by the tragic abandonment of the Afghan people to state terrorism and the most radical Islamism, has accentuated NATO's disengagement from the countries of the Near and Middle East.

This new abandonment, decided unilaterally by the United States in Afghanistan where, as in Syria, its promises have not been kept, has confirmed the American geopolitical orientation which has now turned towards the Pacific and South-East Asia.

Twenty years ago, in New York, for the first time in its history, the United States was attacked on its own soil and it immediately reacted to this challenge.

Twenty years later, America is withdrawing from the battlefield, where it was engaged with the participation of its partners.

But these challenges have not disappeared. Europe has to face them, because they are located in its proximity or in its geographical space.

These include the problems posed by Iran's nuclear armament, by centrifugal currents in Iraq, by Iranian and Russian intervention in Syria, by conflicts in the Caucasus, by the Kurdish and Israeli-Palestinian issues, by the collapse of Lebanon, by a neo-Ottoman Turkey, by the destabilisation of Libya, by rivalries between the Maghreb countries and by Islamic terrorism.

To varying degrees, these problems are fuelling anarchic migration towards Europe.

The threats that Russia has constantly posed to its Western neighbours are also apparent. For twenty-one years, it has been ruled by an autocrat nostalgic for Stalinist imperialism. And the European Union has only been able to observe the military occupation of Georgia, then of Ukraine, without being able to dissuade Russia. Although its ally, Armenia found itself alone in the face of the attack on Nagorno-Karabakh by Azerbaijan, supported by Turkey. In Belarus, where the president has held on to power for twenty-seven years in defiance of democracy and through relentless repression of the opposition, Russia's political and military influence has also been reinstalled.

At no time did the NATO forces, which had intervened earlier, on several occasions and outside their contractual space, consider opposing it. Yet these armed invasions are all in the immediate vicinity of the member states of the Atlantic alliance.

What if, for example, the Baltic states were in turn threatened and even occupied by their powerful eastern neighbour?

Are we sure that, in such a case, Atlantic military solidarity would be immediately activated, knowing that its engagement depends not on episodic dissuasive manoeuvres, but on the sole decision of the American President?

In addition to these threats to Europe's neighbourhood, there are other challenges, in other forms, from China.

In just a few decades, China has gone from being a "developing country" to the world's second largest economy.

Led by a totalitarian communist party that relies on state voluntarism, an educated, hard-working and disciplined population, and trade, social and environmental dumping, the former Middle Kingdom has invaded the world economy. China has also become a military and space power, dominating or controlling a variety of goods that are essential to its global customers and consumers, as well as to our industrial and technological needs.

The belated realisation of the gravity of this situation has had major consequences for Americans and Europeans alike.

For the United States, the consequences have been a retreat to its core economic interests, with a new geopolitical approach and a reorientation towards Asia and Oceania, where it also has loyal allies. And this competitive rivalry of the US with China will accentuate its strategic reorientation.

Therefore, the priorities of the United States are no longer located in the North Atlantic, Europe and the Middle East, as they have been since 1945.

Has Europe prepared for this?

The large European market, which is open to internal and external trade without any obstacles, has been able to take root to the benefit of all member states, since it is considered to be protected by NATO from possible attacks.

It was accompanied by a multitude of rules and obligations strictly controlled by the institutions of the European Union. While this progress was in line with many of the objectives set out almost a century ago by our founder, Richard Coudenhove-Kalergi, it is still far from the prophetic vision he had of a powerful Europe.

Pan-Europe, that is to say the whole of Europe, has thus made considerable progress. Twenty-seven of us have come together, now without the United Kingdom, which was not envisaged in the "Paneuropa" project.

On the other hand, for the past eight years, the enlargement of the European Union has been at a standstill, due to a lack of political will to pursue it.

However, all European countries that are candidates for membership, provided that they respect democratic freedoms, the same fundamental rights and share the values of our thousand-year-old civilisation, are called upon to join our union and its demands for solidarity.

From now on, in this new planetary context, which places them in the uncertainty of their political and territorial protection, Europeans are forced to defend themselves, by themselves.

Thirty years ago, the peoples of Central and Eastern Europe had, as a priority, the will to regain their democratic freedoms and to reconstitute their national sovereignties which had been dismantled at the end of the first and second world wars.

While the divorce was amicable between the Czech Republic and Slovakia, it was conflictual in the former Yugoslavia. This is why we must understand, and even respect, that these peoples wish to preserve their national identities on some specific issues that differentiate them from others.

Respect for national identities, as well as for minority communities, is the legacy of the upheavals in European history.

But today, in the face of power competition, a Europe divided into competing rivalries would have no chance of protecting its civilisation, its borders, its democratic freedoms, the competitiveness of its economy, its social and cultural life and its environment.

It is therefore up to the Member States of the European Union to ensure its independence. It does not matter if some states, in view of their history and culture, want to keep their autonomy or their neutrality so as not to have to commit themselves.

What really matters is the political will of the European states to defend themselves in the face of the coming confrontations.

This defence will require the elaboration of common geopolitical objectives and a European command placed, or not, within NATO, on condition that it has complete freedom of decision and action. This European defence should have military capabilities delegated by the participating states, in conventional and modern forms, including cyber-attacks and in space.

This political will to build a powerful Europe and to guarantee its independence must be accompanied by collective investments in innovation, research, biotechnologies, artificial intelligence, non-carbon energy autonomy, digital, health and food sovereignty.

Respecting the constraints set by the Paris Climate Agreement, the European Union will have to demand reciprocity from all its trading partners.

Obviously, to build this new Europe, we will have to strengthen the governance of the European Union, according to the rules of democratic legitimacy.

In the path traced by Coudenhove-Kalergi, Europeans have succeeded, in a historic revolution, in building a common house. But its walls are still fragile and it would be an illusion to imagine that the conflicts of the past are definitively over.

We, the Pan-Europeans, militants of the union, must be the guides of the independence of a European Europe.

Munich, 25 September 2021

Alain Terrenoire
President of the International Pan-European Union